



Cérémonie de décoration du bataillon GONDAAL. Page 4



Foire aux semences de variétés améliorées à l'INERA. Page 3

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 046 du dimanche 05 juin 2016 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Amorce

Suivez nous chaque jour sur www.sciences-campus.info

Humeur

Clips vidéos dans les médias

Churrrrrrrrr, ça tourne !

Clap ! Et c'est parti. Une jeune fille fait mouvoir ses reins, secoue ses fesses, le dessous transparent, ou encore exhibe sans vergogne ses "ganglions thoraciques provocateurs" à vous faire souvent tourner la tête et à vous faire couper le souffle. C'est la scène que nous servent quotidiennement la plupart des clips vidéos avec la complicité des chaînes de télévision nationales, transnationales et internationales.

En effet, plusieurs concepts musicaux tournent autour de la femme à l'instar du couper décaler et ses nombreuses tentacules, les afrobeats, etc. Si ce n'est pas une fille qui est en train de "gigoter", ce sont des embrassades qu'on voit. La musique africaine n'en est épargnée, elle qui constitue une sorte de reflet de la mode occidentale souvent avec aucune modération. La femme, notamment africaine y est omniprésente comme la poussière l'est à Ouagadougou même en saison pluvieuse.

En toute chose, il y a les faits et la manière de les présenter. De façon explicite, il y a la femme et la manière avec

laquelle elle est présentée dans les clips vidéos. C'est une image souvent choquante, ahurissante et dépravant avec laquelle on nous matraque quotidiennement.

Silence, on abuse de la femme...



On abuse souvent de l'image de la femme pour faire vendre les clips vidéo, tout comme un animal dressé au bon vouloir de son maître et qui lui obéit presque au pied de la lettre, taillable et corvéable à merci. Ce qu'on nous sert dans les clips vidéo notamment africains met en mal l'image de la femme et au-delà l'image de la société.

Et la violence ?

À côté de cela, il y a les scènes de violences sur les chaînes de télévision qui doivent interpeller chacun. Elles suscitent un questionnement sur l'origine

des violences dont fait montre actuellement notre société à travers sa frange jeune. Les bandes dessinées destinées aux enfants sont souvent teintées de violence inouïe. Coup d'épée par ici, coup de feu par-là. D'ailleurs, L. Howell Huesmann de l'Université du Michigan et d'autres chercheurs sont convaincus que les cinquante années de recherche en la matière ont prouvé l'existence d'une corrélation directe. Pour Martinez, la plupart des recherches soutiennent l'existence d'une « relation réelle, quoique faible, entre l'exposition à la violence télévisuelle et les comportements agressifs ». La violence des médias pousse les enfants à se conduire de manière plus agressive et continue à les affecter plus tard en tant qu'adultes.

Que retenir ?

Tout le monde doit d'abord se sentir concerné par ce problème et reconnaître que cette façon de présenter la femme, africaine, constitue un danger. ce serait une réelle avancée. La femme seule n'est d'ailleurs pas le seul cas. Les médias donnent souvent l'impression que la vie est facile, que l'on peut devenir riche d'un coup de baguette magique.

Suite page 2

Autorisation officielle n° 1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Pour ce faire, les parents ont un grand rôle à jouer en ce qu'ils doivent faire comprendre à leurs enfants que tout n'est pas à imiter dans un clip vidéo, que ce n'est en réalité qu'un pur et dur mixage de prises de vue, les acteurs incarnant des rôles qui leur sont assignés. Les diffuseurs se doivent aussi d'apporter leur contribution. Il faut tenir compte par exemple de la signalétique jeunesse c'est-à-dire prévenir si tel ou tel clip peut être visionné par un enfant, un adolescent ou des âmes

très sensibles. Enfin, l'implication des autorités dans cette lutte commune, si c'en devient une, de sorte à mettre des barrières et prendre des dispositions à l'encontre de tous ceux qui viendraient à enfreindre ces barrières.

C'est ce qu'on appelle l'éducation aux médias qui est censé amener les publics jeunes à être critiques vis-à-vis des médias. Et au lieu de se contenter de cette logique séculaire : « le maître a dit, donc c'est vrai ! », « l'élève

» doit désormais, par l'approche de l'éducation des médias, être capable de dire « le maître a dit, donc c'est faux ».

Ce qui pose d'ailleurs le fondement du doute méthodique de Descartes. On pourra alors changer ne serait-ce qu'une partie de la face de la Terre !

Aris SOMDA



Enfin le lancement des travaux de bitumage de la route Tougan- Dédougou !

Placé sous le très haut patronage de son Excellence Mr le Président du Faso Roch Marc Christian KABORE la cérémonie de lancement des travaux de construction et de bitumage de la route Tougan-Dédougou a connu la participation du Premier Ministre, Paul KABA THIEBA. De nombreux officiels, des autorités religieuses et coutumières également étaient mobilisés pour l'occasion. Cette journée reste mémorable pour les populations de la région de la Boucle du Mouhoun, sortis d'ailleurs très nombreux pour être témoins de cet acte.

Longue de quatre-vingt-onze (91) km

le bitumage de cette route était très attendu par les populations.

Dans son mot d'accueil le gouverneur de la région à rappeler que la région de la Boucle de Mouhoun avait de fortes potentialités agro-pastorales. Et que cette région était considérée comme le grenier du Burkina avec un taux moyen annuel de couverture de ses besoins céréalier de plus de 50%. IL à laisser entendre qu'un réseau routier bien construit permettrait aux populations de la région estimées à un million quatre cent quarante-deux mille sept cent quarante-neuf (1 442749) Habitants répartie dans six (06) provinces, quarante-sept (47) communes

urbaines, rurales et mille quarante-deux (1 042) villages, la croissance économique à travers l'écoulement des produits agricoles et halieutiques de la région.

De plus, elle permettra de créer des emplois rémunérateurs pour la jeunesse et les femmes. Et l'exécution de ces travaux pourra réduire considérablement les accidents de la route.

La charge des travaux a été confiée à la société de route et de bâtiment(SOROUBAT) pour un délai d'exécution de vingt-quatre (24) mois.

Dédougou, Blaise SAMA pour SCI



Recherche

Septième édition de la foire aux semences de variétés améliorées de plantes Du 02 au 5 Juin 2016 au siège de l'INERA



Variétés de semences exposées

Du 02 Juin au 05 Juin 2016, le siège de l'INERA sis au côté Nord de l'Echangeur de l'Ouest abritera la 7ème édition de la foire aux semences de variétés améliorées de plantes. Cette foire se tient sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre et sous la présidence de Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche scientifique et de l'innovation. Elle a pour thème « La recherche agricole, une clé pour le développement socio-économique du Burkina ». La Foire se tient également sous le parrainage du ministre en charge de l'Agriculture et sous le Co-parrainage du Ministre en charge du Commerce et de l'Industrie. Les producteurs du Burkina sont attendus à cette foire pour découvrir les variétés de semences qu'ils pourront expérimenter.

Pour quatre (04) jours, la cour de l'Institut de l'Environnement et de Recherche Agricole (INERA) sera transformée en un marché de vente de produits agricoles. Toutes les régions sont représentées à cette foire par leurs directions régionales. Des variétés de semences adaptées aux différentes régions et aux saisons y sont exposées. Des tarifs spéciaux ont

été mis en vigueur pour permettre aux visiteurs acheteurs d'acquérir des semences à des prix étudiés. Par ailleurs des plantes de diverses espèces sont mises à la disposition des clients qui pourront aussi s'en procurer. Au total seize (16) espèces sont exposées.

Par ailleurs, du matériel agricole dont des charrues, et autres sont disponibles à cette foire. Les exposants à cette foire apprécient la visite des stands par la population. Pour la plupart présents depuis la première édition ils trouvent que d'années en années l'engouement pour cette foire augmente. Et pour les organisateurs, plus de quatre cent (400) personnes ont pu visiter la foire dans le premier jour.

Des échantillons de livres donnant des informations scientifiques sur les semences et les plantes sont disponibles et peuvent être consultés sur place. Toutefois certains visiteurs voudraient se procurer ces dits document mais restent sur leur soif.

Dans notre visite de stands, nous avons pu rencontrer Monsieur DAO Vincent, le Directeur Régional de l'agriculture du Nord-Ouest (DRREA Nord-Ouest) de la Station de Di. Et voici ce qu'il nous a confié : « Nous sommes à la septième édition de la foire cela veut dire que nous accompagnons le gouvernement dans sa politique agricole

pour assurer la sécurité alimentaire des burkinabé. Nous mettons à la disposition des producteurs agricole des semences de première génération ou semences de base. Les producteurs à leur tour vont la multiplier pour avoir des semences certifiées. Nous avons les cinq (05) directions régionales à cette exposition et les sept (07) stations de recherches des directions régionales qui sont présentes à cette exposition. Les foire se suivent mais ne se ressemblent pas. Nous sommes à notre septième édition et nous constatons un engouement d'années en années. Nous avons dressé un bilan et nous avons constaté que la foire nous permet d'écouler directement une grande quantité de produits agricoles. Nous avons choisi de tenir la foire à Ouagadougou parce que nous voulons rapprocher les semences des producteurs du Burkina. Ouagadougou est le centre et permet à tous les producteurs de venir plus facilement et réduire leurs distances. J'invite la population à venir s'approvisionner. Sinon après la foire, ils vont devoir faire des centaines de kilomètre pour aller s'approvisionner dans les centres de régions. »

Relwendé Hervé Rouamba pour SCI



Du côté des forces de l'ordre

Cérémonie de décoration du bataillon GONDAAL



Déployés au sein de la Mission Multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) depuis bientôt un an, les militaires Burkinabè du Bataillon GONDAAL ont reçu leurs médailles de soldats de la paix.

C'était au cours d'une cérémonie organisée le Mercredi 1er Juin 2016 à Diabaly en présence du Commandant adjoint du secteur Ouest, de l'attaché de défense du Burkina Faso au Mali ainsi que d'une délégation d'autorités militaires Burkinabè conduite par le Chef d'état-major adjoint de l'Armée de terre.

De nombreuses autorités locales maliennes ont également assisté à la cérémonie.

Direction de la communication et des relations publiques des Armées

Police Nationale: Bilan des trois premiers jours de l'opération spéciale de lutte contre l'insécurité routière et l'incivisme dans la ville de Ouagadougou

Bilan des trois premiers jours de l'opération spéciale de lutte contre l'insécurité routière et l'incivisme dans la ville de Ouagadougou:

- engins à deux roues 426 ;
- engins à trois roues (tricycles) 18 ;
- véhicules à quatre roues 33.

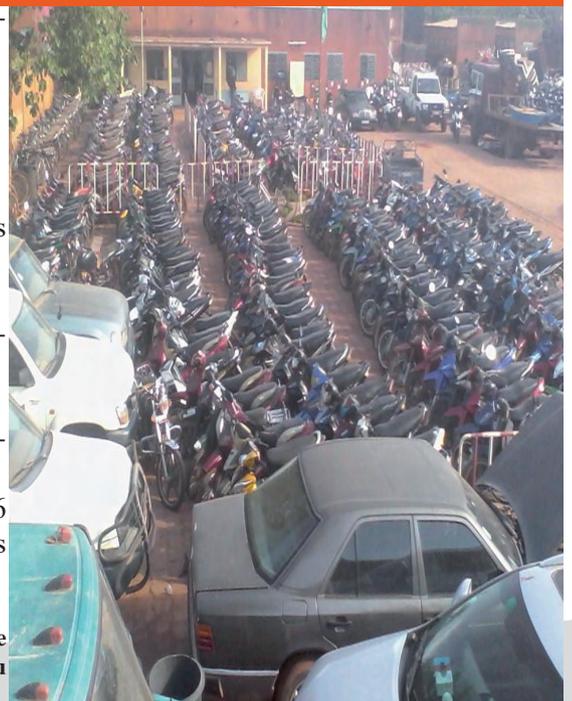
Soit un total de 477 engins toutes catégories.

Les conducteurs de ces engins sont contrevenants d'une ou plusieurs infractions contraventionnelles suivantes :

- non-respect du feu tricolore au rouge;
- non-respect de la bande ou piste cyclable pour les engins dont le cylindre ne dépasse pas 125 cm3;
- usage manuel du téléphone pendant la conduite.

Ces contraventions sont souvent aggravées par celle du refus d'obtempérer aux injonctions de l'agent constatateur.

Il faut signaler que ces données sont celles réactualisées le 03 juin 2016 à 17 heures et ne sauraient contredire ou infirmer des données rendues publiques antérieurement.



Le Service Communication et Relations Publiques de la Police Municipale de Ouagadougou



Société

Cadre de Concertation Provincial(C C P) de la Bougouriba. Réflexion sur la « Police de Proximité »

Le cadre de Concertation Provincial(C C P) Bougouriba s'est tenu dans la salle de réunion de l'Action Sociale de Diébougou le Jeudi 2 Juin 2016. L'objectif visé par cette première session est de renforcer la concertation entre les différents acteurs de développement de la province en général. De façon spécifique, ce cadre permettra d'échanger autour de la « Police de proximité ».

C'était en présence de Madame le Haut-commissaire Aminata Tarnagda, présidente du Cadre de Concertation Provincial., du Secrétaire Général Saïdou Sakira, du Directeur Régional de l'économie et de la planification du Sud-Ouest et des corps constitués de la province.

Le cadre de concertation provincial de la Bougouriba(C C P) est le lieu privilégié pour énumérer les acquis, les insuffisances, les difficultés et proposer des solutions.C'est dans cet objectif que la première session du C C P de la Bougouriba s' est tenu le 2 Juin 2016 dans la salle de réunion de l'Action Sociale de Diébougou. Le mot d'ouverture a été prononcé par le Haut- commissaire Aminata Tarnagda , présidente du présent cadre. Elle a situé le contexte de cette rencontre qui est d'échanger sur les acquis, de relever les insuffisances, les difficultés et de dégager les perspectives.Trois communications ont été à l'ordre du jour.Celle du Programme National de Gestion des Terroirs (P N G T) qui est

dans sa phase 3, des Objectifs du Développement Durable(O D D) et enfin la communication sur la « Police de Proximité »

Le premier communicateur, le représentant du P N G T a livré aux participants, les acquis, les difficultés



et les perspectives.Dans la province nombreuses sont les réalisations tels la construction et l'équipement des salles de classe. La phase 3 du projet a pour objectif de consolider les acquis et de renforcer les capacités a ajouté le communicateur. Cependant certaines difficultés liées surtout aux lenteurs d'attribution des marchés et l'insuffisance des suivis dans les chantiers ont été évoquées.

Le deuxième communicateur s'est étalé sur les objectifs du Développement Durable (O D D) .

La « Police de Proximité » a été la

communication la plus attendue.Les communicateurs l'Adjudant Chef Major du Groupement de la Gendarmerie Amadou Ouattara et l'Officier de Police Amidou Tabsoba ont passé au peigne fin l'historique de la « Police de Proximité », le contexte- justification, objectif , la mise en œuvre opérationnelle 2005-2009 ,les insuffisances ou encore difficultés et enfin les perspectives. L'Adjudant Chef Major a défini la police de proximité comme étant une stratégie sécuritaire fondée sur le partenariat avec la population.Cette approche a pour objectif entre autres d'établir ce partenariat entre les services de sécurité et la population afin de réduire l'insécurité, les problèmes de criminalité et de trouble à l'ordre public.

Des questions d'éclaircissement ont été posées à l'issue des trois communications et toutes ont reçues des réponses. Des informations administratives ont été communiquées par le Secrétaire Général de la Province SAÏDOU SAKIRA. Le mot de clôture est intervenu à 13h35mn par Madame le Haut-commissaire.Elle a souligné l'importance de ce cadre de concertation.qui permet de dégager les difficultés de la province puis de rechercher les solutions appropriées.

Frederick POODA pour SCI

AGENDA DU CAMES

Annnonce

- Du 13 au 14 juin 2016 : Réunion du Collège des Présidents du 18ème Concours d'Agrégation de Médecine humaine, Pharmacie, Odontostomatologie, Médecine vétérinaire et Productions animales (Burkina Faso)
- Du 15 au 16 juin 2016 : Réunion de la Commission d'éthique et de déontologie.



Avis de recrutement



Poste: Responsable de programme Eau-Assainissement

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Tchad

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 26/06/2016

Description :

ID au Tchad

ID intervient depuis plus de 10 ans à Moundou (sud-ouest), et est aujourd'hui reconnue comme un acteur légitime du développement local.

L'intervention d'ID à Moundou a débuté par un projet de prise en charge globale du VIH/sida, mené en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la ville. En 2009, c'est une Association tchadienne, l'Association Djenandoum Naasson qui reprend les activités du projet, après avoir été accompagnée et formée par ID.

Depuis 2006, ID est également impliquée dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, de l'éducation, puis du développement local (2011), toujours en lien très étroit avec les acteurs locaux de la ville et de la région, qu'ils soient associatifs, institutionnels, communautaires... Un programme de développement d'une filière de cuiseurs économes a aussi démarré en juin 2015. Les équipes de ces programmes partagent le même bureau. Elles sont supervisées par une directrice pays Tchad et appuyées par un administrateur.

Descriptif du projet

Les activités du volet eau s'inscrivent dans la continuité d'un partenariat avec l'ONG tchadienne AGIR initié en 2006. AGIR (8 salariés) intervient sur 50 villages dans tout le sud du pays, en appui à la gestion de l'eau sur une aire d'intervention de plus de 300 km autour de Moundou.

Pour ce nouveau cycle de financement de trois ans, ID et AGIR ont défini un projet axé sur la professionnalisation des métiers de l'eau pour améliorer la pérennité du service. Un système de maintenance de proximité, plus efficace et moins coûteux, sera ainsi testé sur une dizaine de sites, avec la formation de maintenanciers « de premier niveau ». Les associations d'usagers de l'eau et les exploitants bénéficieront aussi de formations.

Le renforcement d'AGIR par ID est également au cœur de ce projet et a fait l'objet d'ateliers communs pour identifier les besoins de l'association. L'accompagnement d'ID a en effet jusqu'ici porté sur les activités d'AGIR et non sur la structure en elle-même. Ce renforcement s'inscrit également dans la perspective d'une expansion des activités d'AGIR, avec la création d'une centaine d'AEP dans le cadre du 10 et du 11ème FED.

Le volet eau comprend un volet d'investissement avec la supervision de 17 marchés d'extension ou de réhabilitation de réseaux sur la zone.

Enfin, un volet de valorisation carbone lié à l'installation de pompes à chlore lors de la précédente phase est prévu.

Le volet assainissement du programme existe depuis 3 ans. Une première phase a permis de définir les bases solides d'un sanimarché sur la ville de Moundou avec :

- La conception d'une offre technique et commerciale avec une gamme de 4 latrines proposées aujourd'hui à la vente,

- L'identification et la formation des acteurs de la filière sur Moundou : 5 vendeurs, un entrepreneur en charge de la gestion des stocks et du contrôle qualité, une dizaine de maçons formés à la fabrication, un vidangeur.

- La réalisation d'une étude sur la valorisation des boues de vidanges (compostage/séchage).

Cette seconde phase du projet vise trois objectifs :

- Optimisation des process de fabrication pour réduire les coûts de construction

- Passage à l'échelle des ventes de latrines, avec un objectif de 230 latrines domestiques vendues (aujourd'hui 50) et réflexion à conduire sur l'autonomisation de la filière,

- Construction de 4 blocs de latrines publiques en respectant une démarche de développement local, en concertation avec la population sur le lieu d'implantation, le mode de gestion, la prise en charge de l'entretien,

- Organisation d'un volet de sensibilisation important dont la mise en œuvre sera confiée à des associations locales

- L'amélioration de l'aval de la filière par la formation et l'accompagnement à la vidange.

Principales missions

- Planification et suivi de l'ensemble des activités du programme

- Recrutement, management et gestion d'une équipe de 9 personnes composée :

- Sur le volet eau : d'un coordinateur technique chargé du suivi des travaux et d'un assistant technique expatrié détaché auprès d'AGIR

- Sur le volet assainissement : d'un coordinateur technique (déjà en poste), d'un coordinateur mobilisation sociale, d'une gestionnaire filière/assistante commerciale (en poste) et de 3 vendeurs.

- Gestion administrative et financière du projet : budget de 1,5 M d'€ sur 3 ans
- Gestion du partenariat avec AGIR et les partenaires du volet eau (entrepreneurs, vidangeurs, associations...)

- Reporting narratif du projet, vis-à-vis des bailleurs de fonds et en interne : SEDIF, AELB, grand Poitiers, fondation suez..

- Capitalisation des activités au sein de son programme

- Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales au Tchad, en lien étroit avec la directrice pays

Le/la RP aura à se déplacer régulièrement sur les sites d'intervention du programme

Encadrement / appui sur place et au siège

Le/la responsable de programme sera appuyé et supervisé :

- Il/elle sera sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays (basée au Tchad) expatriée qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Tchad (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID au Tchad et assure l'interface avec le siège et les partenaires financiers des programmes.

- Le/la responsable de programme bénéficie en outre de l'appui d'un administrateur expatrié (basé également à Moundou), dont le rôle est d'appuyer au quotidien le/la RP dans la gestion administrative financière et logistique de son programme.

- Il/elle bénéficiera de l'appui technique du pôle E&A ainsi que des services du siège (Service finances, Com, RH) et du pôle partenariat.

Contexte du poste

Le poste est basé à Moundou.

Située à 500 km de N'Djamena, Moundou compte près de 200.000 habitants. Seconde agglomération du pays et poumon économique du Tchad (conton, pétrole...), Moundou est une ville verte, calme et agréable à vivre, bordée par le fleuve Logone.

Les divertissements sont peu développés mais on y trouve tout de même quelques restaurants européens ainsi que des équipements sportifs (piscine, salle de sport, stade) et des supérettes basiques pour les besoins essentiels.

La proximité de zones en crise (Centrafrique, Cameroun et Nigeria) impose une certaine vigilance / coordination avec le reste de l'équipe, notamment lors des déplacements en dehors de la ville, ainsi qu'un comportement responsable à titre privé. Si les déplacements en dehors de Moundou à titre privé sont limités, ils sont peu contraints en ville.

Pendant son séjour, le/la RP devra s'engager à respecter les consignes de sécurité.

Au niveau sanitaire, la zone est impaludée de niveau 3. Un traitement prophylactique, en saison des pluies en particulier, est vivement recommandé.

Les conditions de confort au quotidien restent globalement très basiques : accès à l'électricité très incertain sans groupe électrogène, eau courante non garantie, commerces limités...

L'hébergement est à la charge du/de la RP mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutient dans toutes ses recherches et démarches (obtention visa longue durée, recherche d'un hébergement, ameublement, gardiennage, équipement...).

Ville Moundou

Expérience

Profil souhaité : formation supérieure en eau et assainissement ou formation généraliste avec une expérience significative dans le secteur.

Expérience professionnelle significative d'au moins 3 ans.

Une expérience d'encadrement de personnel et de gestion de projet

Expérience en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre d'infrastructures

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Tchad

Contrat CDD

Durée du contrat

Engagement sur 18 mois

Salaire / Indemnité

Salaire de 1745 € brut. Indemnité de vie supplémentaire de 832 € ; Complément si conjoint. Couverture sociale complète : maladie (mutuelle), retraite, Plan

épargne Entreprise

Assurance Rapatriement

Vol A/ R pris en charge une fois/an pour le salarié et son conjoint

Le poste n'est pas ouvert aux familles.

Documents à envoyer

CV + LM

Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact recrut84@id-ong.org.

Date de fin de validité 26/06/2016



Avis de recrutement



Poste: ASSISTANT(E) PROJET

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire

Adresse: ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 10/06/2016

Description :

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Sécurité Sanitaire Mondiale (Global Health Security) financé par le Gouvernement des Etats-Unis, à travers le CDC, la Cellule Centrale de Gestion Fiduciaire et de Suivi Programmatique (CCGFSP) du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique lance un appel à candidature pour le poste ci-après :

1. ASSISTANT(E) PROJET

TYPE ET DUREE DU CONTRAT : CDD 1 AN RENOUVELABLE

LIEU : SIEGE INHP /CCGFSP A ABIDJAN

Sous la responsabilité du Directeur du Projet GHS/ INHP (investigateur principal) et la supervision directe du Coordonnateur Technique du Projet GHS/ INHP. L'Assistant (e) Projet sera chargée de :

Veiller à la disponibilité de tous les documents, outils, matériels et équipements pour la réalisation des activités prévues dans le plan

Aider à l'élaboration des termes de référence de toutes les formations et activités prévues dans le plan annuel Assister le coordonnateur technique et les points focaux des Ministères pour la mise en oeuvre des activités ; Orienter les points focaux des Ministères dans l'élaboration des plans annuels et des requêtes.

Elaborer les rapports d'activités mensuels, trimestriels et annuels en collaboration avec les points focaux des Ministères

Assurer la mise en place des documents de politique et outils pour le renforcement des capacités des bénéficiaires

PROFILS ET QUALIFICATIONS REQUISES

Avoir au moins un diplôme en Santé Publique ou en Epidémiologie

Avoir une bonne maîtrise du fonctionnement du système de santé en général et de la surveillance épidémiologique en particulier – Des compétences en évaluation des programmes de santé ou en gestion/administration de la santé seraient un atout

Avoir au moins trois (03) années d'expérience professionnelle dont au moins deux (02) dans la surveillance épidémiologique et gestion des urgences sanitaires

Avoir une excellente maîtrise du français écrit et parlé ;

– Avoir une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé ; Une expérience de travail avec les bailleurs intervenant dans le renforcement du système de surveillance épidémiologique serait un atout ,

Avoir une bonne connaissance des logiciels Word, Excel, Power Point et de la messagerie électronique ; Disposer d'une bonne capacité à communiquer ;

Etre disponible et capable de travailler en équipe, sous pression dans un environnement multisectoriel

DUREE ET EVALUATION DE LA MISSION

Tous les contrats sont de un (1) an renouvelable. Les performances seront évaluées annuellement, sur la base

d'un contrat de performance.

CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

une lettre de motivation ;

un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références

Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72

Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016

NOTA BENE :

Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.

Il s'agit d'un poste à temps plein qui ne peut être cumulé avec d'autres fonctions, dans le Secteur Privé ou au sein de l'administration.

Les candidat(e)s devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.

Les postes sont ouverts aux indépendants et aux agents fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire qui répondent aux critères. Les candidats fonctionnaires devront s'engager à fournir au moment du recrutement une attestation écrite du Ministère chargé de l'emploi du fait qu'ils bénéficient d'une mise en disponibilité et qu'ils sont autorisés à travailler à temps complet en dehors de leur poste officiel antérieur.

Seuls les Candidats retenus seront contactés pour la suite de la procédure de sélection.

Etape

Date

1. Publication avis de recrutements: 20 mai — 10 Juin 2016

2. Short liste: 14 Juin 2016

3. Entretien d'embauche: 16 Juin 2016

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

une lettre de motivation ;

un curriculum vitae (CV) détaillé avec la mention de deux (02) personnes de références

Les candidatures doivent mentionner le poste concerné et être adressées, sous pli fermé, à l'attention du Chef de la Cellule Fiduciaire, sise à Cocody- Angré, 7ème Tranche, Carrefour CITELECOM, Rue Forexi et Téléphone : 22 42 13 72

Date limite de dépôt des candidatures : 10 Juin 2016

Années d'expériences: à partir de 3 mois

Age: 25 à 45 ans.



Téléchargez le quotidien numérique
Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00

11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureïma Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*